

L'Avenir et le Rev. Messire O'Reilly.

« Nous avons lu avec un profond chagrin l'attaque inconvenante faite par *L'Avenir* contre Messire O'Reilly, qui a si bien mérité des Canadiens-Français par ses travaux et ses efforts pour établir la société vraiment nationale de la colonisation des Townships. Nous reproduisons avec plaisir, et les observations de la *Minerve* et la lettre de M. O'Reilly, en réponse à cette attaque toute gratuite de la part de *L'Avenir*.

Colonisation de Townships.— Dans la *Minerve* de lundi nos lecteurs ont dû rencontrer avec plaisir la lettre si digne, si polie, si délicate, si bien appropriée que M. O'Reilly avait adressée au *Journal de Québec*. Cette lettre contenait l'expression de la reconnaissance bien vive de M. O'Reilly, qui se faisait en cela l'écho des sentiments des Canadiens-Français pour le bien inappréciable que l'administration veut faire au pays, en favorisant l'établissement des Canadiens dans le sein de ses immenses forêts incultes. Le ministère actuel ne pouvait mieux commencer son règne qu'en travaillant à soulager la classe pauvre, à retenir dans le sein du pays ceux que le manque de propriété forçait à s'expatrier chaque année, et à donner par là à notre population un moyen de s'accroître dans une proportion plus rapide, de reprendre une vigueur qu'autrement elle pourrait perdre. Le peuple Canadien à sans doute bien goûté, bien apprécié les dispositions bien veillantes de l'administration. Si ceux qui représentaient le pays avant l'Union des Canadas, avant les événements de 1837 et 1838 qui en ont été la cause première, si ceux qui représentaient le pays, comme M. Papineau, par exemple, avaient fait approprier les sommes qui gisaient alors dans le coffre public, pour établir les townships, en y faisant faire des chemins et autres améliorations, ils est difficile de calculer la force que nous aurions de plus comme peuple. Et si nous n'eussions pas thésorisé, qui sait si on aurait jamais pensé à nous allier au Haut-Canada qui marchait vers la banqueroute ? Dans tous les cas les maux existent, le gouvernement actuel veut les réparer, le pays ne doit avoir qu'une voix pour lui exprimer sa gratitude ; c'est ce que M. O'Reilly a fait dignement, dans sa lettre, comme il lui convenait de le faire en sa qualité de premier et de plus ardent apôtre de cette œuvre.

Après cela croyez vous, lecteurs, qu'il y a une seule voix assez injuste dans le pays pour oser condamner cet acte de politesse dont M. O'Reilly s'est acquitté avec le plus grand tact ? Eh bien oui, il s'en trouve, et ce sont ceux-là même qui nous ont reproché, sans un semblant de raison, de vouloir nuire au progrès de l'association dans son début ; Ce sont ces mêmes hommes, écrivant dans

le même journal, qui attaquent aujourd'hui avec un manque de délicatesse complet le promoteur de cette même association. Il faut dire, que ce sont les défenseurs des doctrines de M. Papineau, c'est à dire les adversaires *quand même* de l'administration. D'où vient leur changement subit de disposition à l'égard de M. O'Reilly, dont il faisaient l'éloge il n'y a que quelques jours encore ? C'est que ce digne monsieur à bien voulu approuver la politique du ministère, en lui rendant des actions de grâces pour le secours généreux qu'il en reçoit dans l'œuvre qu'il avocasse depuis longtemps. Devait-on s'attendre à ce que M. O'Reilly fût accusé de tergiversation ou d'apostasie politique, lui qui n'en avait pas encore parlé ? Encore bien moins devions-nous nous attendre à le voir accuser de manquer de *charité apostolique* pour avoir prié ceux qui agitent des questions inopportunes de cesser de diviser le pays pour travailler à quelque chose d'utile, à l'établissement des townships.—Personne n'aurait pu s'imaginer que le missionnaire zélé qui s'est sacrifié corps et âme pour la réussite de ce louable projet, recevrait dans un journal de Montréal, le centre de son travail, une censure aussi indiscreète et aussi peu mesurée. Nous aurions plus à dire, mais M. O'Reilly répond pour lui-même, voici :—

A l'Éditeur de la *Minerve*.

Montréal, 28 juin 1848.

M. L'ÉDITEUR.—Je viens de voir dans *L'Avenir* de ce jour, un paragraphe éditorial, où mon pauvre nom figure entouré d'expressions qui me surprennent autant qu'elles m'affligent. Elles me surprennent parce que je n'avais point lieu de m'attendre à me jamais voir traduit devant le public, Canadien-français pour cause d'*apostasie politique*, surtout dans les colonnes de *L'Avenir*. Elles m'affligent parce que les motifs qui m'y sont attribués, n'existent point chez moi, et parce que surtout la jeunesse canadienne, dont le journal en question se dit l'organe, ne croira jamais, si elle me connaît le moins du monde, que M. O'Reilly, échange pour aucun *intérêt personnel*, ou par aucune influence quelconque, ses convictions à l'endroit des Canadiens-français et de leurs intérêts véritables, contre l'amitié des hommes ou leurs promesses. Il n'a qu'en faire.

Certes, je n'ai jamais changé d'avis sur l'*opportunité* de l'agitation actuelle au sujet de l'*union*.—Quant à l'acte même d'*union*, j'ai toujours cru que c'était un *acte de monstrueuse injustice*. J'étais encore sur les bancs de l'école, à côté de l'éditeur du *Journal de Québec*, quand l'on vint nous faire signer une requête contre l'*union des Canadas*. M. Cauchon connaissait mieux que personne mes sentiments et mes convictions d'alors. Aujourd'hui je n'ai pas honte de me ranger de son côté. J'ai toujours

blâmé l'*union* ; mais j'aime trop les Canadiens-français pour les exciter dans ce moment-ci, à compromettre la magnifique position qu'ils occupent, afin de les engager dans une agitation politique, qui les plongerait infailliblement dans l'infériorité sociale, dont M. La Fontaine, autant que M. O'Reilly, les voudrait préserver, même au prix de leur réputation, et au prix de plus chères amitiés que celle de *L'Avenir* !

Il ne s'agit point dans la lettre qui m'a attiré l'amère censure de *L'Avenir*, d'une question de *raison*, mais d'une question de *convenance*, tout au plus. Toute vérité n'est pas bonne à dire en tout temps. La sagesse, l'habileté consiste à saisir l'occasion favorable de jeter dans l'esprit public les germes d'une salutaire opinion. J'en suis encore à trouver un seul Canadien-français qui ne blâme pas l'*union*. Nous ne sommes divisés que sur le point de l'*opportunité*. Ceux qui combattent avec le plus d'ardeur, les sentiments de ceux qui voudraient agiter le rappel de l'acte qui unit les deux provinces, ne flétrissent pas avec moins d'énergie que leurs adversaires, l'iniquité de cette mesure, seulement, les premiers voudraient assurer au peuple, au pays les bienfaits que prépare une administration, pour le rétablissement de laquelle, les deux partis confondaient leurs vœux et leurs efforts, il y a quelques mois.

Pour moi, je vois à présent comme j'ai aperçu dès le commencement, les dispositions les moins équivoques chez lord Elgin et ses conseillers actuels, de favoriser toute mesure tendant à améliorer la position sociale de la race française en ce pays. Je croyais, je crois encore que l'association des établissements canadiens est destinée à être un des plus puissants remparts de l'existence et de la prospérité de cette race.

Après six mois d'attente, de travaux, et, je le puis dire, de souffrance pour moi, la réponse du gouvernement nous parvient. Elle nous assure un immense avantage. Dans ma joie, j'en appelle à tous les citoyens d'unir leurs efforts à ceux des hommes qui travaillaient à l'avancement de la belle œuvre de la colonisation. Je proteste que je n'avais point dans ma pensée, les jeunes Messieurs de *L'Avenir*. Mais j'ai cru que le moment était favorable de prier les deux partis qui *affligent* le pays de leurs débats si peu *fraternels, charitables* et si peu *Canadiens*, de me prêter pour un temps tout l'appui de leur patriotisme, afin d'organiser le pays sous les drapeaux de l'association. Est-ce donc que les Canadiens-français ne sont pas divisés par ces débats inopportuns ? Est-ce que le pays ne gémit pas de cette division qui réjouit ceux qui y voient l'augure de leur propre et prochaine victoire ? Irlandais, et connaissant par l'histoire de mon pays, les conséquences de la *discorde*